

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 16 NOVEMBRE 1979 - N° 995

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Iran : véto américain pour l'ONU

Face à la décision de Carter de bloquer les fonds iraniens déposés dans les banques américaines, l'Iran demande à ce que le conflit qui l'oppose aux Etats-Unis soit porté au Conseil de sécurité de l'ONU. Le véto américain n'a pas fait fléchir le gouvernement iranien qui continue de demander l'extradition du Shah afin qu'il soit jugé pour ses crimes. Il y a à peine un an, l'armée du Shah, encadrée par les USA massacrait des milliers de personnes. Le peuple iranien n'a pas oublié.

LIRE NOS INFORMATIONS EN PAGE 8  
ET NOTRE DOSSIER EN PAGE 2

## La conférence mondiale de Stockholm sur le Cambodge

LIRE EN PAGE 6

## La grève des Transports en Commun de Lyon

LIRE EN PAGE 8

**Dans  
Le Quotidien  
du Peuple du  
17 novembre**

**Notre dossier :  
Une nouvelle grande  
panne d'électricité  
cet hiver ?**

**L'Europe agricole  
remise en question ?**

## Giscard de nouveau dans le Sud-Ouest

# Il est passé par ici, il repassera par là



Le Prince visite beaucoup ses provinces, ces temps-ci. Au début du mois d'octobre, il était en Aquitaine, à Agen, Pau et Bordeaux. Quelques jours plus tard, c'était au tour de Niort et de Poitiers de recevoir sa visite. Au début de novembre, il est dans son fief auvergnat. Et le voici à nouveau sur les routes, celles de la région Midi-Pyrénées cette fois-ci. De jeudi à samedi, son périple passe par Saint-Girons, Foix, Rodez, Villefranche-de-Rouergue, Toulouse, et enfin Mazamet.

Qu'est-ce qui fait courir Giscard ? Les présidentielles, évidemment. C'est à peine caché par les services officiels de l'Elysée, qui assignent deux buts à ce voyage : d'une part la présentation définitive du « plan de développement du grand Sud-Ouest », et d'autre part la « prise de contact » avec une région où l'opposition reste largement majoritaire (16 députés sur 22 circonscriptions).

Prévu de longue date, ce voyage comporte cependant une innovation, imposée par les circonstances : samedi, Giscard prononcera à Mazamet un discours présenté comme « d'ampleur nationale », et à ce titre retransmis, en direct s'il vous plaît, par la télévision. Entouré de tous les ministres qui auront pu s'échapper de l'Assemblée nationale, Giscard y parlera du Sud-Ouest, certes, mais aussi, en terme voilés, de certaines « affaires » qu'il n'est pas encore parvenu à enterrer. Mais si par hasard vous ne pouvez être devant vos écrans de télévision samedi matin, rassurez-vous : Giscard remettra cela sur TF1 dans quelques jours. Et ne soyez pas jaloux des habitants du Sud-Ouest : dans les mois qui viennent le Prince visitera toutes les régions. Il reste des voix à prendre.

## ALSTHOM

### Saint-Ouen : mobilisation après l'intervention policière Belfort : une ville bloquée

Mercredi, à 5 heures du matin, les flics envahissaient l'usine Alsthom de St-Ouen. La veille, un médiateur était nommé pour tenter de trouver une solution pour l'usine de Belfort, alors que Schulz, PDG du trust, avait demandé l'intervention des flics.

La carotte et le bâton en quelque sorte. Il est vrai qu'une intervention policière à Belfort serait lourde de conséquences. Patronat et gouvernement ne l'ignorent pas. La détermination des grévistes, la participation active d'un grand nombre à la lutte, le récent vote massif pour la poursuite de l'occupation, le soutien maintes fois réaffirmé de toute une population à une grève qui en sera bientôt à sa septième semaine et dont la combativité n'a pas fléchi d'un cran, tout cela a fait hésiter le pouvoir. Il a reculé en nommant un médiateur. Il cherche ainsi à gagner du temps en jouant un éventuel pourrissement de la lutte. Un recours à la force n'est pas exclu pour autant. Les Alsthomiens de Belfort ne l'ignorent pas, et certains signes laissent planer cette éventualité.

Le seul fait de l'évacuation par les flics de l'usine de St-Ouen en dit long sur l'obstination de la direction à en finir avec cette grève sans rien céder, à faire « toucher terre » aux travailleurs de l'Alsthom.

Ceux-ci n'ont pas dit leur dernier mot. A St-Ouen, un nombre infime de travailleurs a repris le chemin des ateliers ; la lutte se poursuit, les actions coup de poing sont à l'ordre du jour. A Belfort, la journée « ville morte » de jeudi a une nouvelle fois montré cette unité de toute une population autour de ses grévistes. Ceux-ci comptent bien entreprendre des actions plus radicales, ils l'ont montré à quelques reprises cette semaine.

La victoire des Alsthomiens aurait à coup sûr un grand retentissement et ne serait pas sans effet sur le développement ultérieur des luttes.

LIRE NOS INFORMATIONS EN PAGES 4 ET 5

# L'IRAN EXIGE LE PROCES DU SHAH

Alors que l'occupation de l'ambassade US à Téhéran en est à sa deuxième semaine. Le gouvernement iranien vient de prendre toute une série de mesures contre les Etats-Unis : parmi celles-ci, le retrait des 12 milliards de dollars de dépôts bancaires iraniens aux USA, interdiction de l'espace aérien et des eaux territoriales iraniennes aux appareils et bâtiments américains.

Dans les déclarations récentes du ministre des Affaires étrangères Bani Sadr et d'autres dirigeants iraniens apparaît la volonté de préciser les exigences de l'Iran en ce qui concerne la question de l'ex Shah et de mettre les USA devant leurs respon-

sabilités. Dans une lettre à l'ONU, Bani Sadr réclame la création d'une commission internationale d'enquête sur les crimes du Shah et la restitution par les USA de la fortune de l'ancien dictateur, fruit de sa politique d'exploitation et de pillage. Le gouvernement iranien pourrait engager des négociations avec les USA sur cette base (1).

La décision de Carter d'arrêter les importations de pétrole iranien, si elle a rehaussé son prestige à l'intérieur des USA ne semble pas avoir pour le moment de graves conséquences pour l'Iran. Rien n'indique non plus que le gouvernement américain

puisse envisager de faire pression sur l'Europe et le Japon pour leur demander de boycotter l'Iran. En fait, il paraît probable que la décision du président américain aura pour conséquences de nouvelles hausses du prix du pétrole.

(1) A Belgrade, Vladimir Dedijer, président du «tribunal Russel» (qui avait fait notamment le procès des crimes américains au Vietnam), a adressé un message au ministre iranien Bani Sadr, lui proposant de convoquer ce «tribunal» pour juger les atteintes aux droits de l'homme perpétrées par le Shah depuis 1970.

## Les massacres de l'armée du Shah, encadrée par les Etats-Unis, c'était il y a à peine un an

Depuis dix jours, l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran est devenue un point où convergent quotidiennement des milliers de manifestants. Les agences de presse rapportent que, de façon quasi-ininterrompue, défilent des groupes d'étudiants, d'ouvriers en tenue de travail, de fonctionnaires, de soldats. L'ambassade occupée semble prendre valeur de symbole pour ceux qui s'y rendent, entendent exprimer leur hostilité à la superpuissance américaine. Tout n'est pas encore clair dans les tenants et aboutissants de l'occupation de l'ambassade où sont retenus prisonniers près d'une centaine de personnes

dont 60 américains.

A quel infléchissement de la politique intérieure cela correspond-il, alors que Bazargan a été évincé et que Bani Sadr, qui se dit partisan notamment d'un développement du pays en prenant pour base

l'agriculture, concentre à l'heure actuelle entre ses mains, un grand nombre de responsabilités ? En quoi l'opération menée contre le symbole que peut représenter l'ambassade US peut-elle vraiment contribuer au renforcement de

l'indépendance par rapport aux Etats-Unis ? Quel profit le peuple iranien en retirera-t-il ? Ces questions restent ouvertes. Elles ne sauraient pour autant faire oublier qu'il y a dans les derniers événements, du moins pour une part, l'expression d'une légitime hostilité du peuple iranien à l'encontre de l'impérialisme américain, et que celle-ci rencontre un écho très favorable dans les pays arabes et d'autres pays du Tiers-Monde, aux prises avec les Etats-Unis.

Lorsque l'ambassade des Etats-Unis a été occupée, les manifestations qui se déroulaient il y a dix jours rassemblant plus d'un million de personnes rien qu'à

Téhéran, commémoraient l'anniversaire de manifestations réprimées dans le sang à l'université par l'armée du Shah, voici un an. Celles-ci s'inscrivaient alors dans une succession d'actions de masses, confrontées depuis le «vendredi noir» à une brutalité inouïe.

Comme on l'a vu durant toute la période des mouvements de masse qui ont abouti à la chute du Shah, les anniversaires, les commémorations de faits de résistance du peuple à la tyrannie, revêtant une très grande importance en Iran, où traditionnellement ils sont l'occasion de nouvelles manifestations. La commémoration d'il y a dix jours, célébrée par des gens qui ont eu, pour la plupart, au moins un membre de leur famille victime de l'ancien régime, se déroulait à peu près au même moment où les Etats-Unis accueillaient l'ex-Shah.

Cet accueil présenté comme purement «humanitaire» constituait en réalité un fait politique : il était préparé depuis avril par des personnalités comme l'ancien secrétaire d'Etat, Kissinger, qui souhaitent un durcissement de la politique américaine à l'égard du Tiers-Monde. Les documents saisis à l'ambassade américaine à Téhéran, le problème de l'accueil du Shah aux Etats-Unis et des réactions qu'il pourrait entraîner, était évoqué. Dans ces conditions, cet accueil de l'ancien dictateur avait toutes chances d'être ressentie en Iran comme une humiliation imposée par la superpuissance qui, durant des années, a soutenu le régime du Shah, servant à garantir ses intérêts en Iran, et qui à ce titre, lui a donné les moyens d'exploiter et de réprimer le peuple avec la plus grande brutalité.

Prenez prétexte des événements qui se déroulent depuis 10 jours à l'ambassade américaine à Téhéran, une vaste cam-

pagne des milieux impérialistes se développe visant à discréditer l'Iran et à bafouer la lutte engagée depuis de longs mois par le peuple iranien aussi bien pour renverser la dictature du Shah que pour tenter de consolider l'indépendance du pays. Dans cette campagne, on retrouve au niveau des mass média les mêmes qui, ces derniers mois, ont manifesté dans notre pays et ailleurs leur nostalgie du règne du Shah, en mettant en avant les exécutions qui ont eu lieu depuis la chute de celui-ci. Comme si celles-ci, en nombre d'ailleurs très limité, et visant à une écrasante majorité d'anciens tortionnaires, de la Savak notamment — la police politique sous le règne du Shah — avaient quelque chose à voir avec les massacres de grande ampleur, perpétrés pendant des décennies contre le peuple iranien. Dans notre pays, la parole donnée aux nostalgiques du Shah n'est d'ailleurs pas étrangère à la déception giscardienne devant la perte d'un certain nombre de contrats économiques d'importance, depuis quelques mois.

Face à ces nostalgiques qui ont volontairement la mémoire courte, et sans préjuger par ailleurs de l'évolution de la situation politique et économique en Iran, il est utile de rappeler combien furent réprimées sauvagement, il y a tout juste un an, notamment de septembre à décembre, toute une série de manifestations populaires, cela par une armée équipée et encadrée par les Etats-Unis, tandis que Carter maintenait contre vents et marées son éloge de l'«allié fidèle», le Shah d'Iran (voir encadré). Rappelons par exemple le témoignage que nous rapportait dans ces colonnes (16-17-9-1978) une jeune iranienne qui venait de participer à Téhéran, le 8 septembre, au «vendredi noir» où les tirs de l'armée ne firent pas moins de 5000 morts parmi les manifestants.

### Ce que disait Carter, il y a un an

Octobre 1978 : «Notre alliance avec l'Iran est une des bases importantes de notre politique étrangère».

Novembre 1978 : «La restauration de l'ordre et de la loi est essentielle. Le Shah a formé un gouvernement militaire lorsqu'il est devenu évident qu'on ne pouvait former un gouvernement civil capable de restaurer l'ordre public. Nous soutenons le Shah et sa décision».

### Témoignage

Jeudi, la manifestation à Téhéran a réuni 1 million 500 000 personnes ; l'organisation a été minutieusement préparée par le peuple : de l'eau et de la nourriture ont été distribuées, des poubelles avaient été prévues pour éviter de salir les rues. Devant chaque banque, un service d'ordre formé de trois rangées de militants était présent. Beaucoup de slogans ont été prononcés en faveur de Khomeiny et de l'Islam. D'autres soulignaient le désir d'indépendance : «Indépendance, liberté, gouvernement islamique». Des mots d'ordre anti-impérialistes ont été scandés, tels que «Vive la lutte palestinienne». «Vive la lutte érythréenne». D'autres slogans demandaient la libération des prisonniers politiques.

Un grand nombre de voix exprimait la haine contre le Shah : «Shah, valet de l'impérialisme américain». Le peuple sent que le Shah se maintient grâce aux Américains.

Le départ de la manifestation avait lieu à 8 H du matin depuis une colline au Sud de Téhéran. L'armée a immédiatement lancé des gaz lacrymogènes, les manifestants s'échappant par les petites rues se sont alors rassemblés en contrebas de la colline. La manifestation s'est déroulée de 8 H du matin à 8 H du soir. Au fur et à mesure, les rangs se gonflaient et la peur de départ disparaissait. Une trentaine de camions remplis de soldats, la mitrailleuse au poing suivaient la manifestation ; derrière eux, des bus transportaient des agents de la Savak (...)

Jeudi soir, après la dispersion, un rendez-vous était fixé pour une nouvelle manifestation le lendemain matin, à 8 H, place Jaleh.

Le vendredi, la loi martiale était proclamée, ce qui diminua le nombre de manifestants. Ceux qui sont venus ce jour-là savaient qu'ils risquaient leur vie.

En arrivant sur place, au sud de

Téhéran, on faisait face aux chars et aux mitraillettes pointées vers le peuple. Derrière nous, des camions de la police nous bloquaient. Seules, les rues latérales offraient une issue. Les manifestants étaient munis de torches (des journaux enflammés) pour diminuer l'effet du gaz lacrymogène. L'armée a empêché les cortèges venus des différents points de converger sur la place Jaleh, lieu final du rassemblement.

Nous nous sommes assis, tandis qu'un ayatollah entamait des pourparlers avec l'armée, qui a finalement refusé de nous laisser passer. Après des tirs de grenades lacrymogènes, les manifestants se sont repliés, puis sont revenus s'asseoir. Ensuite, un commandant a donné l'ordre à ses soldats de tirer sur le peuple. Un des soldats a refusé et a tué son commandant avant de se suicider, en même temps que deux de ses camarades. J'ai assisté à cette scène de mes propres yeux ; il était 8 H 30, donc une demi-heure seulement après le début de la manifestation (...)

Croyant que l'armée se retirait pour nous laisser continuer vers la place Jaleh, nous avons été surpris par le tir des soldats, qui tirèrent d'abord en l'air puis sur la foule. Les cortèges de femmes étaient intercalés entre ceux des hommes. Les hommes ont alors aidé les femmes à s'enfuir dans les maisons, puis ils sont revenus faire face aux soldats en criant des mots d'ordre. L'armée a de nouveau tiré. Des hélicoptères ont alors mitraillé les maisons où s'étaient réfugiés des manifestants, tandis que les soldats brisaient les portes, pénétraient dans les maisons par les toits et tuaient les occupants.

Les caniveaux étaient rouges de sang. Il n'y avait aucune ambulance pour transporter ces blessés. Les gens se sont organisés avec des

voitures particulières. J'ai vu un homme blessé d'une balle dans la poitrine à quelques mètres de moi. Les manifestants ont mis le feu à la mairie et à des boutiques qui vendent des boissons alcoolisées. Un général a pénétré dans une maison pour en déloger les occupants ; il a failli brûler car les gens avaient mis le feu à l'endroit où il se trouvait.

La répression a fait 5000 morts à Téhéran lors de cette seule journée : des camions charriaient des monceaux de cadavres. Un camion rempli de cadavres s'est renversé dans la rue. Les transports étaient organisés par le peuple pour transporter les blessés légers et les femmes chez elles. Les premiers secours étaient portés à l'aide de coton et de draps déchirés. Les femmes qui étaient là étaient très courageuses ; elles disaient aux hommes : «Pourquoi fuyez-vous ? Allez lutter !» De nombreuses femmes sont mortes.

Personne n'a pu atteindre la place Jaleh : la place était remplie de tanks.

La manifestation a continué malgré les nombreux morts ; la fusillade s'est poursuivie jusqu'au soir. Les affrontements ont duré jusqu'à 8 H du soir : la manifestation se poursuivait.

Une femme juchée sur une voiture appelait les gens à rester, à lutter. Elle a été tuée par les soldats. Les femmes avaient leur propre service d'ordre.

Les gens se rendaient d'abord dans les hôpitaux pour voir s'ils avaient des blessés, puis ils allaient dans les cimetières. Un membre de chaque famille était autorisé à rentrer dans le cimetière et touchait 1500 tourmans (1000 francs nouveaux) d'indemnité du gouvernement pour chaque balle retrouvée dans le corps de leur parent. Cela montre le cynisme sans borne du régime.

A partir de notre édition datée du mardi 20, nous publierons une interview de l'économiste Paul Vieille, de retour d'Iran, sur les problèmes économiques et sociaux actuels, dans ce pays.

## Budget de la police

UN SUPPLEMENT D'AME...  
ET DE FRIC

Pour M. Bonnet, les policiers ne souhaitent qu'une chose, c'est qu'on les aime. Et comme on ne les aime pas, pour les consoler, on a augmenté de plus de 19% le budget de l'Intérieur. Le ministre-flic a rendu un hommage, solennel comme tous les hommages, à ces «hommes courageux» victimes de l'acharnement de la presse chaque fois qu'ils commettent une bavure.

On pouvait se demander si le ministre présentait un budget à l'Assemblée ou récitait la chanson du mal-aimé. «Les fonctionnaires de police, déclarait-il, sont des hommes comme les autres. Ils ont une famille comme les autres». On reste sans voix devant un argument d'un aussi gros bon sens. Des «hommes comme les autres», mais à la sensibilité plus délicate que le commun des mortels. «Plus que les autres, selon Bonnet, ils ont besoin de se sentir reconnus et ainsi plus que les autres, ils veulent être «quelqu'un pour quelqu'un». Se sentir comme «portés» par les Français». Portés en triomphe par les grévistes expulsés, acclamés par les résidents des foyers Sonacotra, «reconnus» par les inculpés du 23 mars, condamnés sur la base de «témoignages» policiers contradictoires, statufiés sur les tombes des victimes des bavures ?

Ingratitude, la presse s'acharne sur eux «par la mise en relief de quelques fautes personnelles toujours sanctionnées, avec l'accord des syndicats et de l'ensemble des personnels». Au moment même où Bonnet protestait de sa vertu, un policier, Bernard Delaplace, secrétaire général adjoint du Syndicat général de la police, contestait un peu cette vision des choses. «J'ai siégé cinq ans dans les conseils de discipline, dit-il au *Nouvel Observateur*, et j'ai vu passer huit cent dossiers. J'ai pu constater combien notre administration est

sévère pour les uns et indulgente pour les autres. Sévère pour celui qui arrive dix minutes de retard (...) sévère pour celui qui ne va pas assez souvent chez le coiffeur (...) Il n'y a pas la même sévérité envers ceux qui ont de leur métier une conception autoritaire, pour ne pas dire violente, envers ceux qui ont tenu des propos racistes, se sont livrés à des violences illégitimes ou, plus généralement, envers ceux qui ne respectent pas la dignité de la personne humaine».

LES FLICS  
DANS LA RUE

Deux types de mesures budgétaires sont prises pour accroître les moyens

de la police : d'une part, l'accroissement des crédits qui est, pour l'ensemble du budget du ministère de l'Intérieur, de 19,28 %. Les seuls crédits consacrés à la police (à l'exclusion des autres dépenses du ministère de l'Intérieur) se montent à 9 milliards 692 millions de F. actuels. Un millier de postes sont créés.

\* Autre mesure : pour accroître la capacité opérationnelle de la police, 773 postes, affectés jusqu'à présent à des tâches de bureau, de chauffeurs officiels et autres activités de jardinage, vont être affectés à un service «actif».

## GARDE A VOUS !

Malgré ces augmentations de crédit et de postes, la police reste le parent pauvre de la répression par rapport à la gendarmerie. Les créations de poste dans la police ne compensent pas tout à fait les départs : les effectifs

globaux de la police seront même en baisse de 33 unités (sur 100 347 fonctionnaires de police actuellement en service). A l'opposé, les effectifs de la gendarmerie seront accrus, en chiffres réels, de 1000 postes (après défalcation des départs). Même disproportion pour les crédits de fonctionnement : 256 millions pour la police, plus d'un milliard pour la gendarmerie.

Il s'agit là d'une tendance déjà amorcée, sous Poniowski, et qui tend à confier à la gendarmerie une part croissante dans la répression. La raison est simple à comprendre : les policiers, même s'ils ne sont pas très contestataires, ont tout de même le droit de se syndiquer. Les gendarmes, eux, sont des militaires, sans aucune liberté d'expression. Le pouvoir entend ainsi donner des garanties pour que la répression s'exerce, le petit doigt sur la couture du pantalon.

François NOLET



Les policiers veulent être «reconnus», selon leur ministre. Ce pacifiste a su trouver le chemin de leur cœur sensible...

MITTERRAND  
SE FAIT  
TIRER L'OREILLE

Convoqué mercredi chez le juge d'instruction, dans le cadre de l'enquête sur les émissions de *Radio-Riposte*, Mitterrand a refusé de se rendre à la convocation, faisant transmettre par ses avocats une lettre où il invite la justice à se saisir de la mainmise du gouvernement sur l'information, ainsi qu'à se soucier d'affaires qui ont touché de près le gouvernement dans la dernière période.

Selon la loi, le juge d'instruction peut obliger Mitterrand à venir déposer, en lui envoyant les flics. Quoique Peyrefitte ait affirmé que la loi est la même pour tous, on peut douter qu'il le fasse.

Affaire Boulin (suite)  
LE CORRESPONDANT A PARIS  
D'UN JOURNAL ITALIEN  
FAIT ETAT DE MESURES  
DE RETORSION A SON EGARD

Le quotidien de Milan *Corriere della Sera* accuse la présidence de la République française d'avoir pris des mesures discriminatoires à l'encontre de son correspondant à Paris, Alberto Cavallari, en raison de ses articles sur les deux scandales récents, celui des diamants et celui du suicide de Boulin.

Selon le *Corriere della Sera*, le journaliste auteur des articles incriminés, n'a pas été invité à une conférence de presse organisée le 9 novembre, à la

veille de la visite en France du premier ministre italien Cossiga. D'autres journaux italiens ont également été exclus de cette conférence de presse : il s'agit des journaux *Espresso*, *Paese Sera*, et *l'Unità*. Lors de la réunion qui s'est tenue devant un parterre réduit à cinq journalistes, «le porte-parole de Giscard a surtout parlé des affaires tellement discutées, donnant implicitement des directives sur le ton que les correspondants devaient adopter pour les traiter».

Pour l'instant, aucune démarche officielle n'a toutefois été effectuée par l'Elysée en direction de la direction du *Corriere della Sera*, mais ce journal révèle que l'Elysée et l'ambassade de France à Rome exercent de multiples pressions pour obtenir le remplacement de son correspondant à Paris.

Il n'y a pas d'affaire des diamants. Il n'y a pas d'affaire Boulin. La preuve : on fait tout pour qu'on n'en parle pas.

● Budget :  
le gouvernement  
posera la question de  
confiance

La réunion commune des présidents des groupes RPR et UDF de l'Assemblée nationale avec Barre n'a finalement pas eu lieu, Labbé prétextant qu'il devait se rendre à Strasbourg. C'est ce jeudi après-midi que Labbé devait être reçu par le Premier ministre, accompagné de Debré, Couve de Murville et Guichard. Par le report de cette réunion et par la composition de la délégation, le RPR a voulu donner un aspect solennel à sa protestation.

Si un accord n'était pas intervenu ce jeudi, le gouvernement a fait savoir qu'il engagerait la question de confiance sur le budget. Cette procédure prévoit alors que le projet est adopté, sauf si une motion de censure est votée. Comme le RPR a fait savoir qu'il ne voterait pas la censure, la cause est entendue, le budget passera. Mais le RPR pourra se prévaloir de ne pas l'avoir directement voté.

Interrogé au sujet de ces péripéties, Robert Fabre (vous vous souvenez, celui qui a vendu sa pharmacie) estimait que le RPR devait préciser son attitude, et indiquer nettement s'il soutient ou non le gouvernement. Il doit sortir, déclarait-il, de son «attitude ambiguë et hypocrite». Un orfèvre en la matière.

SESSION  
CLOWNESQUE  
DU PARLEMENT  
EUROPEEN

L'Assemblée européenne examine actuellement un projet de modification de son règlement. Celui-ci prévoyait notamment de réduire la possibilité pour les non-inscrits de s'exprimer autant qu'ils le voudraient, et même de se constituer en groupe. Les victimes de cette procédure seraient les radicaux italiens, le groupe de Marco Pannella, mais aussi les groupes les moins nombreux, comme celui dit des Démocrates européens de progrès, qui groupe presque exclusivement des députés RPR.

Pour commencer, Pannella et ses amis politiques ont déposé plus de 5 500 amendements. Madame Veil a vu rouge, et n'a déclaré recevables «que» 121 de ces amendements. Cette limitation des amendements est d'ailleurs contraire au règlement actuellement en vigueur de l'Assemblée européenne. On a pu voir le président du groupe RPR, Christian de

la Malène, prendre la défense de la position de Pannella, qui exigeait le maintien de ses amendements. Sans succès, puisque la présidente a persisté.

Le lendemain, pour protester contre le rejet des amendements, un des députés italiens a fait un discours en latin, laissant perplexes les traducteurs, qui n'étaient pas forcément frottés d'humanité.

En raison, ou en dépit de telles interventions, les minoritaires ont obtenu l'essentiel de ce qu'ils réclamaient : il sera possible de former un groupe politique à dix si les députés appartiennent à trois Etats différents, quinze s'ils appartiennent à deux Etats et vingt et un s'ils appartiennent à un Etat.

Le Parlement a décidé de fixer à deux ans et demi le mandat des présidents et vice-présidents. Simone Veil restera donc en fonctions jusqu'en janvier 1982.

## PRECISION

Le texte publié en page 4 de notre édition d'hier intitulé : «A propos d'un article du *Matin*» est celui d'une lettre qui a été adressée à ce journal par le PCRml.

## le quotidien du peuple

- Directeur politique ..... Charles Villac
- Rédacteur en chef  
et section luttes ouvrières ..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints ..... Marc Levigan,  
Fabien Vaudois, Jean Lermet
- Section politique ..... Nicolas Duvallois
- Section internationale ..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales ..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction ..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## INFORMATIONS GENERALES

## LUTTES OUVRIERES

## ● Toronto

Mississauga, près de Toronto : après les explosions de wagons pleins à craquer de produits chimiques et toxiques dans la nuit de samedi à dimanche sur la voie ferrée près de Mississauga, l'incendie qui menaçait d'explosion un wagon de 90 tonnes de chlore a pu être circonscrit. Les spécialistes de la «Dow Chemical» tentaient mardi de boucher une fissure de 48 cm dans les flans de ce wagon pour limiter les fuites de chlore. Si cette opération réussissait, les 240 000 personnes évacuées pourraient regagner rapidement leurs foyers.

## ● Gaz stocké

Un projet élaboré avec beaucoup de discrétion par Gaz-De-France, vient d'être révélé aux élus locaux des Yvelines. Pour augmenter ses réserves, Gaz-De-France envisage de stocker 780 millions de mètres cubes de gaz entre Rambouillet de Dourdan. Le ministère de l'Industrie semble attacher beaucoup d'importance à la réalisation de cette réserve. Le site retenu possède à 400 mètres de profondeur une vaste nappe aquifère. C'est dans cette nappe que le gaz sera stocké avant d'être acheminé par gazoduc vers les centres de la région périphérique. 17 communes environnantes s'opposent à ce projet. GDF estime que les risques d'accidents sont nuls. Et que cette réserve est nécessaire pour faire face «à une éventuelle pénurie de fuel».

## ● Talc Morhange : les familles témoignent

Le procès du talc Morhange continue au tribunal de Pontoise. Ouvert depuis plus d'un mois et demi, c'est au tour maintenant des familles de venir s'exprimer à la barre. Les témoignages entendus sont atroces et tous rappellent l'agonie des enfants dus au G 11 (hexachlorophène).

## ● Procès du «sérum qui tue»

Mercredi s'est ouvert le procès du «sérum qui tue» au tribunal de grande instance d'Epinal. En décembre 1975, deux femmes sont hospitalisées à la clinique Notre-Dame d'Epinal. Puis elles décèdent en février 1976 au CHU de Nancy-Brabois au terme de sept semaines d'agonie. Devant subir des interventions chirurgicales bénignes, ces deux femmes furent victimes d'un violent choc septicémique consécutif à des injections de sérum. Les analyses se sont révélées accablantes : le sérum glucosé était un véritable bouillon de culture de bactéries et de champignons.

Ce sont les laboratoires Fandre de Nancy qui ont produit ces flacons de glucose. 262 flacons ont été mal «stérilisés». Ainsi, après 45 mois d'instruction, le procès s'ouvre, et verra sans doute une dure bataille d'experts.

## ● Radio-Quinquin rediffuse

Radio-Quinquin rediffuse : depuis jeudi 8 novembre, Radio-Quinquin émet sur la région Nord. Mais le brouillage de TDF rend pratiquement impossible l'audition sur Lille. Radio CGT, Radio-Quinquin est implantée dans la région de Denain. Elle se propose de faire connaître les luttes régionales. Débats, compte-rendus de lutte, informations, témoignages, musique, forment le programme, et cela ne semble pas plaire à certains. Outre le brouillage, le parquet a présenté à la PJ de Lille une requête pour constater les «infractions» et pour procéder à une enquête. Radio-Quinquin créée il y a plusieurs mois déjà, avait dû interrompre ses émissions à cause des vacances et certains problèmes techniques. Initiative très importante dans une région très industrialisée où les luttes sont nombreuses contre les restructurations en cours, Radio-Quinquin s'est fait très vite connaître. Une importante délégation de la fédération du PCF, avec à sa tête Bocquet et Hage, députés, s'est rendue au studio apporter une fois de plus «le soutien des 28 000 communistes à Radio-Quinquin», ce qui n'est pas sans inquiéter pas mal de militants syndicaux de la région.

Radio-Quinquin, tous les matins à 6 h sur MGH. Radio-Quinquin : tél. (27) 88 - 63 - 61.

CORRESPONDANT

## ALSTHOM-BELFORT

## UNE VILLE BLOQUÉE

Reportage de François MARCHADIER

Sur la route de Besançon, à la limite de Bavillier, puis un peu plus haut le barrage se fait dans la bonne humeur. Les choses ont été bien préparées, des militants apportent du café. Un syndicaliste de la CGT distribue une pile de VO de la semaine tandis que des petits groupes discutent avec animation de l'étanchéité du barrage. Certains, intrinsèques, défendent le point de vue qu'il ne faut laisser passer personne tandis que d'autres se rendent sans tarder aux arguments des automobilistes. La majorité fait preuve de discernement, et retient surtout les camions et tous ceux qui manifestement tentent de se rendre à leur travail.

Dans un J 7 deux immigrés travaillant visiblement dans le bâtiment, rangent spontanément leur camionnette en travers de la route et un grand sourire aux lèvres, cassent la croûte sans sortir de leur véhicule.

## DISCUSSIONS SUR L'EXPLOSION DU TGV

«On pense rester jusqu'en début d'après-midi» explique un responsable. On remarque à ce barrage un bon mélange de badges CGT et CFDT.

Ce qui occupe toute les conversations ce n'est toutefois pas le barrage mais

Dès avant 6 heures, ce jeudi 15, une équipe d'alsthomiens se rend à la poste principale de Belfort pour organiser un piquet de grève. Ce sont les syndicats de postiers qui le leur avaient demandé car eux-mêmes sont tenus au dépôt d'un préavis de 5 jours. «Les facteurs nous attendaient, ils ne se sont pas fait prier» raconte une employée. A peine cette première opération terminée, les grévistes se divisent en 7 groupes pour barrer 6 routes et la voie ferrée. Aujourd'hui, en effet, c'est le blocus. Belfort semble économiquement mort.

l'explosion qui a lieu à 2 heures du matin. Le poste de pilotage du TGV garé dans l'usine a été partiellement amoché par une explosion.

Immédiatement les rumeurs les plus contradictoires courent sur les auteurs de l'attentat. L'intersyndicale, affirme qu'il s'agit d'un acte commis de l'extérieur par des éléments étrangers aux grévistes. Elle a d'ailleurs déposé plainte. La plupart des gars au barrage de la route de Besançon sont assez sceptiques. Dans l'immense majorité des cas, cet acte ne rencontre pas l'approbation des grévistes même si personne ne condamne trop sévèrement cette action.

## RISQUES D'INTERVENTION POLICIERE

Par ailleurs il ne plane guère d'illusions à propos de la mission du médiateur désigné par Matteoli...

Celui-ci était d'ailleurs reçu ce matin par l'intersyndicale. Des rumeurs circulent à ce propos indiquant que la mission de Salmon, le médiateur, pourrait être conduite à son terme en 3 jours. Une fois que celui-ci aura fait ses recommandations, et qu'elles auront été présentées par le successeur de Boulin, les flics pourront intervenir. On est à vrai dire même pas sûrs que les gardes mobiles attendront la fin de la mission. C'est en tout cas ce que laisse

entendre le très réactionnaire *Est Républicain*. Pour cela, il s'appuie sur la visite de l'huissier aux différentes portes mercredi en fin d'après-midi et aussi sur l'évacuation de St Ouen. Toutefois, reconnaît ce journal avec inquiétude, Belfort ce n'est pas St Ouen. Tout le monde s'accorde à souhaiter que le sabotage du TGV ne soit pas le prétexte à une intervention policière.

Jeudi 15, dans l'après-midi, différentes manifestations devaient converger dans le centre ville où un meeting était prévu. Les grévistes du barrage de la route de Besançon n'étaient pas sûrs qu'il serait possible d'organiser des opérations coup de poing, même si plus d'un jugeait que les barrages de routes ne sont pas une action suffisamment percutante.

**téléphonez**  
**au**  
**quotidien**  
**636 73 76**



## L'Intersyndicale d'accord pour rencontrer le médiateur, « puisqu'il est en place »

Au meeting du centre Benoît Frachon ce mercredi, l'Intersyndicale a nettement réaffirmé son hostilité à la nomination d'un chargé de mission. «Il faut appeler un chat un chat et ce chargé de mission un médiateur, or nous avons clairement indiqué mardi ce que nous en pensons», déclarait

Comme la veille CGT, CFDT et FO ont rappelé que «l'écran» que constituait le médiateur entre l'intersyndicale et la direction ne pouvait que faire trainer le conflit sans espoir, selon eux, d'une issue plus positive pour autant.

Encore une fois, reprenant l'essentiel de son argumentation de la veille, le responsable de la CGT indiquait que : «le médiateur n'est pas le chemin le plus court». Il n'a pas précisé pourquoi.

En tout état de cause, comme le faisait remarquer un militant, cette question du médiateur est un faux problème compte-tenu de la situation actuelle. Char-

gé de mission ou pas. Ce n'est en effet qu'un rapport de force conséquent qui peut permettre de faire reculer cette direction obstinée.

Néanmoins aujourd'hui à Belfort, la désignation de cet intermédiaire a un résultat positif, c'est qu'elle diffère, très probablement, de huit jours au minimum l'intervention policière. Seuls les pessimistes sur l'issue du conflit peuvent déplorer cette nomination.

Le nouveau ministre du Travail, Matteoli, a d'ailleurs téléphoné mardi à son collègue Bonnet, devant la délégation des «états généraux» du territoire de Belfort qu'il recevait, pour l'informer

Louis Lacaille, au nom de la CGT. Néanmoins, puisqu'il est en fonction, l'Intersyndicale ne refusera pas de le rencontrer. Mercredi, le nouveau ministre du Travail indiquait qu'il communiquerait, lui-même, les conclusions du rapport aux parties intéressées.

qu'une autre procédure que celle de l'évacuation manu-militari est actuellement en cours. Cela n'empêchait pas, vers 16 h 30, deux huissiers de se rendre aux portes de l'usine pour demander l'évacuation des piquets. Entendent-ils gagner du temps pour mercredi prochain ?

La CGT a tenu également à démentir les rumeurs, selon lesquelles, elle avait l'intention de boycotter le médiateur.

## «LE SEUL ARGUMENT AUQUEL ILS ONT ETE SENSIBLES»

De la déclaration de Bey (CGC) qui accompagnait mardi la délégation des

«états généraux» retenons cette remarque : «Nous avons dit au ministre du Travail que l'Alstom a un monopole de fait pour la fabrication des turbines et des alternateurs de centrales nucléaires. Dans ces conditions, nous avons précisé que, sans exagération, le «défaut de fonctionnement» (sic) de l'Alstom Belfort peut renforcer les risques de coupures d'électricité pendant l'hiver 1979 - 1980 et 1980 - 1981. C'est le seul argument auquel ses interlocuteurs semblaient sensibles». En effet le bruit court qu'un certain nombre de centrales nucléaires ne disposeraient pas de pièces de rechange nécessaire à leur réparation.

Plusieurs centaines de travailleurs ont participé dans la journée de mercredi à une assemblée générale où la volonté de lutte s'est largement exprimée, volonté concrétisée le soir par une action «coup de poing» sur le périphérique, dans le cadre de la manifestation de riposte appelée par les UD CGT et CFDT.

Vers 11 heures, on allait voir ce spectacle étonnant : en face de la mairie, une grue énorme entraînait en action, pour arracher — en vain dans un premier temps — l'entrée principale !

Comment expliquer cette hargne particulière en plus de l'intervention policière ?

#### OFFENSIVE PSYCHOLOGIQUE

Beaucoup voyaient dans ce «second coup de force» une action surtout psychologique de la direction, visant à montrer et confirmer aux grévistes, sa détermination à ne pas céder. La direction d'Alstom encourageait un certain nombre de travailleurs, plus vulnérables, pensait-elle, après l'intervention des CRS.

Il faut dire que cette offensive était assez mal partie mercredi : le nombre de non grévistes qui s'était déjà amenuisé ces trois dernières semaines, a encore... diminué après la charge policière !

D'ailleurs, pour comprendre son isolement, il suffit de voir combien la direction a réussi à mobiliser d'individus pour (après l'échec de l'arrachage) le découpage au chalumeau des gonds des énormes grilles en face de la mairie ! Dès le matin, à 7 heures, un chef avait d'ailleurs été obligé déjà de passer un bleu, pour faire quelque besogne, ne trouvant personne...

De nombreux non grévistes, enfin, refuseront de

étaient d'accord avec les revendications.

Un responsable CGT devait rappeler à ce propos : «On a eu raison de discuter avec les travailleurs hésitants, de faire un travail de persuasion depuis le début. La situation aujourd'hui le montre». Ce travail quotidien pour rallier les hésitants a été un aspect important du mouvement de Saint-Ouen, ce qui est à souligner.

Il faut rappeler à ce propos la propagande de la direction au départ qui disait en direction des ouvriers restant chez eux : «Grévistes, ceux qui occupent ? Ils n'ont même pas de revendications ! Ils occupent pour occuper, pour foutre le bordel».

Dernier signe révélateur de l'isolement de la direction et de sa faiblesse : on apprenait mercredi après-midi que les contremaîtres de l'Alstom Signaux n'acceptant pas l'intervention policière... refusaient de travailler !

L'intervention policière n'est pas en soi la preuve que la direction est en position de force, notaient par ailleurs les syndicats. Un responsable CFDT précisait : «Si la direction est obligée d'en arriver là, c'est bien également parce qu'elle n'a pas réussi à obtenir le pourrissement de notre conflit après cinq semaines de lutte !». Plusieurs centaines de travailleurs présents à l'AG en milieu de journée, après des heures sous la pluie, le prouvait.

Un nombre important de grévistes, après 5 semaines

## Alstom St-Ouen Après l'intervention policière

### ● Des centaines de travailleurs face aux flics toute la journée

### ● Le périphérique bloqué mercredi soir

Reportage de Richard FEUILLET



Les flics arrachaient la grille pour essayer d'impressionner les grévistes.

tion à la direction par quelques actions appropriées, actions qui permettront en outre de souder les travailleurs qui se retrouvent dans une situation qui rend plus difficile les possibilités de regroupement. Il s'agit enfin d'exiger par ces actions l'évacuation des flics.

Justement, jeudi 15 à 9 heures, une réunion devait avoir lieu, proposée par le médiateur. La direction accepte de discuter... Les grévistes n'étant plus dans l'usine ; les syndicats devaient donc se rendre à cette réunion... pour exiger le départ des CRS comme préalable à toutes négociations.

Quel est le meilleur moyen de montrer sa force à cette occasion ?

Un des principaux responsables CGT devait déclarer : «La direction ne cédera que si on apporte la preuve que beaucoup de gens sont d'accord avec les revendications des grévistes». Voilà qui n'est pas faux, mais comment le montrer ? «Nous proposons», devait-il ajouter, après avoir tourné autour du pot durant 20 bonnes minutes, «qu'une pétition soit signée massivement pour exiger la négociation sans les CRS», rappelant au passage, avec force insistance, qu'une délégation des élus municipaux de gauche de Saint-Ouen venait de faire la même demande à la Préfecture... Et de faire la proposition d'un

vote sur le principe de cette pétition. Cette proposition sera votée massivement, mais sans conviction, ainsi qu'une autre avec beaucoup plus d'enthousiasme, consistant à aller manifester devant le siège de l'Alstom rue Kléber. Curieusement, cette proposition, contrairement à la première, ne sera pas retenue. Une employée devra le rappeler... sans plus de succès ! Pourtant, de plus, le débat n'avait-il pas vu de nombreuses propositions d'actions ?

#### DE NOMBREUSES PROPOSITIONS

Ainsi cet ouvrier qui proposait avec d'autres «d'occuper le siège de l'Alstom rue Kléber, en masse, très applaudi. Un militant CGT — autre exemple — proposera d'occuper «la BNP, où sont les comptes de Saint-Ouen». Incontestablement, certains partisans de la «pétition à tout prix» comme le disaient certains participants, ont profité d'un manque de structuration dans les débats pour éviter de prendre en compte ce qui à l'évidence en ressortait : une volonté d'actions véritables.

Le comité de grève réuni dans la soirée, devait toutefois rediscuter de ces premières actions à entreprendre et le voir dans le cadre d'une manifestation appelée par les UD, les grévistes occuperont sans

attendre, le périphérique durant un moment.

Mercredi après-midi, le débat portait également sur la question : «Faut-il oui ou non réoccuper ?» «Il faut, intervenait un délégué CFDT, «rentrer le plus vite possible dans l'usine ; trop de jours dehors risquent d'amener à l'effritement». L'usine est en effet le meilleur lieu de rassemblement possible (cela n'enlève rien au fait positif, que la bourse du travail ait été mise à la disposition des grévistes mercredi). Enfin, du point de vue économique, bien que les grévistes détiennent les principales pièces des machines importantes, la présence dans l'usine permet de faire échec plus efficacement aux tentatives de la direction de faire faire quelques travaux ou de changer quelques pièces même si elle ne peut sur le champ faire tourner l'usine. Cette réoccupation notait un responsable

CFDT «n'est toutefois possible» et n'a de chance de durer «que si elle bénéficie du soutien des travailleurs de l'usine et que si il y a comme à Belfort un important soutien de la population». La manifestation appelée par les Unions Départementales mercredi à 18 heures, a été un tout premier pas en ce sens. Certains travailleurs se plaignaient néanmoins de la trop grande impréparation de cette initiative.

Un certain nombre insisteront en outre, à plusieurs reprises, une fois le soutien de la population amplifié, pour que soit examiné quels moyens concrets on se donnait pour réoccuper l'usine : manifestations massives à Saint-Ouen, manifestation en direction de l'usine ?

Les 48 heures à venir seront déterminantes pour répondre à ces questions.

Richard FEUILLET

## ● Une usine Dassault évacuée par les CRS



L'usine Dassault à Anglet près de Biarritz a été évacuée par les flics mercredi matin. Pour protester contre cette intervention policière, un millier de travailleurs de Biarritz ont manifesté devant la sous-préfecture.

Par ailleurs, le tribunal des référés a ordonné l'évacuation de l'usine Dassault de Saint-Cloud, tandis qu'un autre jugement devait être rendu ce jeudi en ce qui concerne celle d'Argenteuil.

#### ● SNECMA

Les travailleurs de la SNECMA ont manifesté mercredi matin à Paris. Ils sont en lutte depuis un mois pour protester contre des mesures de «pré-

sentéisme» de la direction qui conditionnent les salaires au nombre de jours passés dans l'usine (les jours de maladie par exemple sont un motif de pression sur les salaires).

## Actions coup de poing

Des grévistes de l'Alstom sont allés, jeudi matin, mettre à sac le local patronal de Saint-Ouen, le GISO (Groupement Industriel de Saint-Ouen).

Jeudi matin, les piquets de grève à l'entrée de l'usine, en filtrant les entrées, ont pu constater que c'est presque exclusivement des cadres ex-agents de maîtrise qui entraînent.

Une assemblée générale, plus nombreuse que la veille, se tenait pour décider des actions à mener. Par ailleurs une rencontre devrait avoir lieu entre le médiateur et l'intersyndicale qui exigeait le retrait des flics de l'usine comme préalable aux négociations.

reprendre le chemin des ateliers sous la protection des CRS, préférant, l'après-midi, rejoindre, — très applaudis — leurs camarades en grève, lors de l'assemblée générale.

#### DE MOINS EN MOINS DE NON GREVISTES

Leur attitude avait déjà évolué ces tout derniers jours : ils avaient refusé comme la direction le leur avait suggéré de s'associer à la demande d'évacuation. A noter que nombre d'entre eux, s'ils refusaient la forme de lutte employée — l'occupation —

de lutte, possédant en outre un précieux trésor : les pièces de machines importantes de l'usine : voilà beaucoup d'atouts en faveur des Alsthomiens de Saint-Ouen, mais «cela ne suffit pas», entendait-on, à l'assemblée générale convoquée en milieu de journée, à la Bourse du travail.

#### MONTRER SA DETERMINATION MAIS COMMENT ?

Beaucoup de grévistes tomberont d'accord sur le fait qu'il était nécessaire très vite après l'évacuation de montrer leur détermination

## INTERNATIONAL

## ● Conférence de Londres

La Conférence de Londres sur le Zimbabwe en est à sa dixième semaine. Manœuvrant en recul, l'impérialisme britannique refuse encore de donner au Front Patriotique la garantie de véritables élections libres au Zimbabwe, avec notamment la présence d'une force internationale de contrôle assurant l'ordre à la place des forces du régime raciste. Lord Carrington, ministre des Affaires étrangères, a de nouveau lancé un ultimatum pour tenter de forcer le Front Patriotique à signer un accord sans garanties. Il menace à nouveau le Front de reconnaître le régime de Salisbury et de lever les sanctions économiques contre celui-ci. Les représentants du Front à Londres ont répondu qu'ils laisseraient au ministre de Margaret Thatcher la responsabilité de rompre les négociations et de reconnaître éventuellement le régime de Muzorewa.

## ● Bolivie

Deux cents sept morts, cent onze disparus, et deux cents blessés; tel est le bilan de la répression des manifestations contre le putsch du 1<sup>er</sup> novembre à La Paz. L'église bolivienne a déclaré «ça n'a pas été une guerre civile, mais un assassinat collectif». Isolé à l'intérieur et dénoncé par des secteurs de l'armée, le régime de Natusch Busch ne peut se prévaloir d'aucune reconnaissance internationale. Mardi se réunissait au Pérou, en l'absence de la délégation bolivienne le premier conseil des ministres des Affaires étrangères des pays du pacte Andin (Vénézuéla, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie). La réunion des ministres des Affaires étrangères a de nouveau condamné le coup d'Etat. Natusch Busch a réagi en menaçant de quitter le pacte Andin.

## ● Tchad

Le 12 novembre s'est constitué au Tchad un gouvernement d'union nationale. Après des années d'interventions extérieures et de divisions dont la responsabilité principale incombe à la politique de l'impérialisme français, il semble qu'un gouvernement représentatif et stable soit constitué. En application des accords de Lagos signés en août dernier, toutes les ethnies et toutes les fractions politiques (fractions du Frolinat, anciens membres du gouvernement sudiste de Malloum, etc) participent à ce gouvernement. Goukoumi, président de ce gouvernement d'union nationale a déclaré : «L'avenir du pays dépendra de notre capacité à résoudre correctement nos contradictions internes pour nous consacrer entièrement à l'édification d'une société juste et moderne».

## ● Sommet arabe

Le dixième sommet arabe va se tenir la semaine prochaine à Tunis. C'est la première fois qu'il se réunira au nouveau siège de la Ligue arabe, après le transfert de ce siège du Caire à Tunis décidé pour protester contre le traité Begin-Sadate. Les points principaux de ce sommet, dont les ministres des Affaires étrangères fixent actuellement l'ordre du jour, seront sans doute la lutte du peuple palestinien et la situation au Sud-Liban. Le sommet de Tunis devrait également faire le point sur l'évolution du dialogue euro-arabe, les relations économiques interarabes, la coopération arabo-africaine, et l'application des sanctions contre l'Egypte qui avaient été décidées en avril à Bagdad.

## Derniers préparatifs de la conférence mondiale de Stockholm sur le Cambodge

## UNE AUDIENCE QUI S'ELARGIT

La conférence mondiale sur le Kampuchéa se tiendra le week-end prochain à Stockholm en présence d'environ 300 délégués venus d'une trentaine de pays et d'horizons politiques, philosophiques et sociaux très différents.

Dans la plupart de ces pays, des comités nationaux de soutien ont développé une intense activité pour sensibiliser l'opinion publique à l'agression vietnamienne au Cambodge, exiger le départ de toutes les troupes étrangères de ce pays, le respect de sa souveraineté et de la légalité internationale du gouvernement du Kampuchéa démocratique, l'organisation d'une aide humanitaire à tout le peuple cambodgien sous le contrôle étroit des organisations internationales et le soutien à la lutte de libération des patriotes cambodgiens.

C'est ainsi qu'en signant l'appel de Stockholm, au Canada, Mr Chester Ronning, président honoraire du comité de soutien du Kampuchéa, a déclaré à la presse : «Étant un de ceux qui ont appuyé depuis longtemps la lutte des peuples Vietnamiens, Cambodgiens et Laotiens, dans leur lutte pour l'indépendance, je ne peux qu'être peiné de la récente tournure des événements au Vietnam. Le gouvernement du Vietnam, aidé et encouragé par l'Union Soviétique, est maintenant devenu l'agresseur. L'invasion vietnamienne et l'occupation du Kampuchéa contredisent l'esprit même et les principes de la Char-



Distribution de nourriture au camp de réfugiés de Ban Khlong Kaithuen, à la frontière khméro-thaïlandaise.

te des Nations-Unies, plus particulièrement en ce qui a trait au respect de la souveraineté territoriale et de la non-interférence dans les affaires internes d'un autre pays.

Nous, comme Canadiens, devons exprimer notre indignation face à une telle injustice. Nous devons demander le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères du territoire du Kampuchéa et ainsi reconnaître le droit au peuple kampuchéen de déterminer leur propre futur sans interférence d'aucun pays étranger.

Mr Ronning a été chef de la division américaine et de l'Extrême Orient du Département des Affaires Étrangères du Canada en Norvège, Haut Commissaire en Inde, chef de la délégation canadienne aux conférences de Genève de 1954 et 1961-1962 et représentant spécial à Hanoï et Saïgon en 1966.

## L'ACTIVITE DU COMITE EN FRANCE

En France, le comité de soutien a effectué de nombreuses démarches d'information auprès de multiples personnalités politiques, journalistiques, artistiques, scientifiques; il a écrit à tous les sénateurs et députés pour les informer de la conférence de Stockholm ainsi qu'à tous les ambassadeurs accrédi-

tés auprès du gouvernement français, publié plusieurs communiqués de presse, et sollicité la signature massive de l'appel de Stockholm.

Pour financer toutes ses activités liées à la conférence de Stockholm et à ses nécessaires prolongements, il a toujours besoin d'un soutien financier important, libeller vos chèques à l'ordre de Mme Lamiral et adressez-les à :

Conférence mondiale sur le Kampuchéa.  
Comité français de soutien.  
C/O Mme Lamiral  
BP 22  
Villejuif 94 800

Parmi les nouveaux signataires en France de l'appel de Stockholm :

Albert Memmi (écrivain), Michèle Loi (écrivain), Claude Jurquet (enseignant), Jean-Paul Gay (journaliste), Yves Chevet (directeur de publication du Quotidien du Peuple), Jean-Claude Guay (enseignant), Hugues Guichard, Marylène et Hervé Lory (employés de Mairie), Madame Picq (retraîtée), Yves Leroux (journaliste), Jean De Maximy (artiste peintre), Jean-Claude Jauneau (ingénieur agronome), Agnès Jauneau (enseignante), Catherine Quiminal (assistante à l'université Paris VIII), Alain Badiou (maître assistant à Paris VIII), Jacques Chambre (enseignant), Jacques Vandenberghe (technicien), Céline Jacquemin (ménagère), Jacques Sapir (enseignant), Myriam Duquoc (enseignante), Francis Naveteur (aide-laborantin), Jean Delaunette (agent de service), Jean-Luc Noël (agent de service), M. René Chal (agent de service), Pascal Souc (surveillant d'internat), Jean-Luc Lubin (enseignant), Gaby Dubuis (enseignant), Michel Buent (enseignant), Yves Jaquet, Gabriel Conseil, Hervé Dusoy (enseignant), Danielle Dubois (enseignant), Colette Lecourt (enseignante), Robert Duaegeben (enseignant), Jean-Pol Godart (cadre), Joëlle Godart, Mr et Mme Debersef (enseignants), Mr. G. de Lopez, Guy Sousseau (médecin), Michel Nguyen Van Minh (médecin), Jean-Pierre Miquelès (chirurgien dentiste), Jean de Baronio, Brumet Valentin (médecin), De Pecoules (médecin), Dahan Alain (médecin), Temine Jacques (médecin), Moschetti Norbert (fonctionnaire), Fabris (fonctionnaire), Oustric (fonctionnaire), D'Aviau de Prolent (retraité), Lhumeau Alain (fonctionnaire), Negri Georges (fonctionnaire), Malissart Jean (fonctionnaire), Ong Poxay, (commerçant), Tan y Guim (commerçant), Tran Dong Dieu (fonctionnaire), Michel Guy (fonctionnaire), Casalongs (fonctionnaire), Lengho (restaurateur), Oscar Clément (retraité), Sundara Saly (commerçant), Vithaya (mécanicien), Vong Praseth (mécanicien), Nhot-prasa Somkiet (commerçant), Maziere Marie-Antoinette, Boun Nam Sisavang (ouvrier), Pham Thi Huong Lucie (restauratrice), Moseille Bomars (étudiant), Pham Van Guong (restaurateur), Seng Meakly (libraire), Percheux Raymond (ouvrier), Hassen Philippe, Coppejans Henri (retraité SNCF), Mazoyer Gilbert (fonctionnaire PTT), Arvet Gérard (fonctionnaire), Jean-Paul Palomba (carroïer), Nanna Joseph (retraité), Trocart Louis (officier retraité), Bani René (électricien) Elisabeth Pham Thi Sam (professeur), Sonn Ca (fonctionnaire), Gamaleri Marcel (agent hospitalier), Lacaze René (retraité), Hugu Christian (peintre), Coique Albert (retraité), Villareal Pierre (agent hospitalier), Lassalle Emilienne (ménagère), Lieu Thi Nga (commerçante), Navarro Antoine (fonctionnaire), Messina Salvatore (ouvrier bâtiment), Southornavong Thérèse (vendeuse), Pham Huu Khoi (réfugié du V.N.), Ascink Carmelo (retraité), Ngin Chhorn (ouvrier), Hassen Dung (agent SNCF).

## CHEZ BRITISH LEYLAND, LES «SHOP STEWARDS» VEULENT PRENDRE LEUR REVANCHE

Les délégués d'atelier ou «shop stewards» de chez British Leyland, après le vote étonnant de la majorité des 164 000 travailleurs en faveur du «plan Edwardes» qui prévoit 25 000 licenciements et la fermeture de 13 usines du groupe espèrent prendre leur revanche dans la prochaine négociation sur les salaires et la productivité des 90 000 travailleurs manuels. On connaît maintenant une des raisons pour lesquelles 106 000 travailleurs de British Leyland ont voté le plan de licenciements pour les années à venir. Leur patron Sir Michael Edwardes a organisé un vote à bulletin secret avec le soutien du syndicat

de la construction navale et des industries mécaniques (CISU) qui chapeautent les syndicats du groupe en passant par-dessus les «shop stewards» qui sont par ailleurs attaqués par les conservateurs comme des «meneurs de grève sauvage» et «irresponsables», particulièrement à British Leyland.

Le syndicat des transports (TGWU) était contre mais n'a guère donné de consigne, laissant les travailleurs désarmés devant le chantage à la fermeture dont s'est servi la direction du groupe. Les propositions sur les salaires et la productivité concernant les travailleurs du groupe ont été rejetés, les

négociations ajournées le 6 novembre, car les syndicats veulent consulter leurs instances supérieures et les «shop stewards» entendent prendre leur revanche en réaffirmant leur pouvoir à la base, pour le syndicat. British Leyland veut introduire l'«efficacité» incluant la mobilité des travailleurs et l'intensification du travail, notamment par la suppression des différences entre les différentes corporations auxquelles tiennent beaucoup les ouvriers britanniques. Cette tentative patronale aura donc valeur de modèle pour toute l'industrie britannique.

# «VERBO-PROMOTEUR», EGRATIGNEUR, POETE...

## Sol

Il est pessimiste, et il ne s'en cache pas. Mais il préfère en rire, ou plutôt en faire rire. Marc Favreau joue actuellement à Paris son personnage de clown Sol. Drôle, et grinçant, pitoyable et tendre. Et qui parle du monde d'aujourd'hui, des conflits, de l'argent, du show-business. Pour qui trouve le monde mauvais, il ne manque pas, aujourd'hui, de choses effectivement mauvaises, bonnes tout juste à dénoncer. Sol le fait bien.



*Coupe tes ficelles*

Pôvre petite  
marie honnête  
pleine de ficelles !

Si tu veux pas toujours être la moitié de quelqu'un  
faut grandir  
faut de la grambition  
faut apprendre à dire non

A force de dire oui  
tu finiras par le perdre ton nom  
et il sera trop tard ;  
tu voudras te fibre aérer  
trop tard !  
tu seras emprisonnée ;  
toute la journée tu joueras de l'épousette  
tu sera la ménagère approvisionnée  
qui pousse la poussette chez le marchand rétro  
retrograde A  
grosseur moyenne  
tu seras la consommatrice désaffligée  
qui rêve à son étoile  
à sa comète  
la tête en bas dans sa cuvette  
tu seras la dindé du foyer  
avec la décoration inférieure  
tu passeras l'après-méditation en transe et en dentelles  
tu seras une femmeuse détériorée  
très complètement décaféinée

qui en peut plus le soir  
et qui décapitule qui décapitule  
qui décapitule ce qui reste à faire à fer à repasser  
à fer à friser à friser la folle ! ! !

Mais si t'as la grambition tu seras esstraordinaire !

Peut-être une écrivaine rétromantique  
qui décrit ses manoirs,

peut-être une téléctuelle  
qui a le haut parleur et le bas bleu,

ou une promusicale qui se joue des sornettes à la lune,

ou une divaporeuse  
qui baigne de luxe dans les bulles paraffinées,

ou une femme de fer dans un gant de crin  
qui conduit elle-même son autonome,

ou même une institutriste  
qui a de la classe...  
tant tellement de classe qu'elle est impayable !

Coupe tes ficelles !  
Coupe tes ficelles et tu seras quelqu'une !

Avec l'aimable autorisation de Stanké International.

## A LIVRES OUVERTS

### MARC FAVREAU VU PAR MARC FAVREAU

*Parce que le verbe se fait de plus en plus cher,  
Sol travaille seul, silhouette de clown : en tête à tête  
chercheuse avec son petit moi...*

*C'est un témoinconscient, un égratigneur tour à tour  
satironique, tendre ou pitoyeux...  
un verbo-promoteur qui débarbouille la langue  
et se rebâtit un petit monde à l'aide de flashes échevelés,  
délestant ses grandes poches de tous accessoires  
pour atteindre l'essentiel !...*

*C'est une auguste cloche qui résonne en flagrant délire  
Un extra-lunaire démesurréaliste  
Un poète pour qui l'univers est toujours dans la pomme.*

*Petite fleur épinglée sur un rideau noir en forme de néant,  
il n'a pour toute fortune  
qu'une devise (qui ne se dévalue jamais) :*  
*La jeunesse du cœur  
c'est l'enfance de l'art !*

Marc FAVREAU

Avec l'aimable autorisation de Stanké International

Dans notre prochaine édition :  
**UNE INTERVIEW DE MARC FAVREAU**

## POINT DE VUE

### «Je hais cette France-là» UN LIVRE A LIRE QUAND MEME

Cinq ans !... Cinq années seulement dans l'existence et déjà elle devait subir la haine des grands : la haine de ceux qui n'aiment pas les juifs ; car elle était juive. La haine des petits-bourgeois collabos ou simplement égoïstes. La haine de ceux que la présence de cet enfant dans un camp, dérangeait dans leur quiétude en chatouillant leur conscience. Et enfin la haine de tous ceux qui ne voulaient rien faire, mais qui prévoient qu'à cause d'elle et d'autres cas semblables, ils seraient un jour obligés de faire quelque chose.

De toute cette haine, il lui est resté sûrement d'abord un mépris qui, lui aussi, s'est transformé en haine contre tout ce monde : les lâches, ceux qui se défilent pour garder leur tranquillité, ceux qui ont toujours un démon raciste qui sommeille en eux, ceux qui crient plus fort après la victoire parce qu'à l'époque où il fallait se battre, ils avaient refusé le combat.

Pauvre Juliette Mincès ! Pauvre amie que je n'ai pas connue, mais que j'aurais pu rencontrer au hasard du monde concentrationnaire ou au hasard des combats contre le colonialisme ! Je dis «pauvre», car elle doit se sentir bien seule enfermée dans sa haine, à remâcher son pessimisme, toute seule dans son coin. Car, à la lire, on pense au cafard, à la démobilisation, que dis-je... à la désertion !

Où, bien sûr, le flic qui à la libération tirait sur les Allemands

était le même qui, quelques mois plus tôt, convoyait les juifs au «Vel-Divv» ou à Drancy. Mais ne portait-il pas toujours le costume qui lui avait été remis pour défendre le système ? Oui, bien sûr, parmi les parisiens qui acclamaient de Gaulle au premier jour de la libération, on en retrouvait qui un mois plus tôt, sur cette même place, avaient acclamé Pétain. Mais ceux qui en juin 1940, allaient à la Kommandantur de Paris implorer l'autorisation de faire réparaître *L'Humanité* n'étaient-ils pas du même parti que Guy Moquet et Gabriel Péri, du même parti que ces milliers qui ne sont pas revenus des maquis ou des camps ? Ces SS qui traquaient les juifs avant de devenir leurs bourreaux, ne ressemblent-ils pas étrangement à ces parachutistes d'Israël qui traquent et martyrisent les résistants arabes, là-bas en Cisjordanie ?...

Tout le long de son livre, Juliette Mincès ne rate jamais l'occasion de rappeler son attachement et sa fierté d'être juive. Mais ne fait-elle pas là la même erreur que ses bourreaux qui transformaient un fait religieux en fait national ? Il est vrai qu'en 1893, Hertz avait fait la même faute en voulant rassembler la diaspora qui priait aux quatre coins du monde. Faute de pouvoir réaliser son rêve au Mexique, comme il le désirait, il avait découvert la terre promise sur les bords du Jourdain. C'est sur cette erreur que s'appuie le sio-

nisme pour perpétrer ses méfaits.

Par ailleurs, reprendre la célèbre citation pour affirmer une fois de plus que «les Français sont des veaux», n'est-ce pas appeler à la démobilisation ! A quoi bon tenter quelque chose puisqu'ils sont tous des veaux... A l'avance, on sait que l'on va vers un échec !

Heureusement il en est de par le monde qui refusent d'emprunter les mêmes chemins de pensée : sur le Front du Travail, à l'étranger, en Palestine, au Sahara, il en est qui pensent qu'oser lutter c'est oser vaincre !... Et peu importe si les veaux ne comprennent ou ne veulent pas comprendre.

En 93 pages, Juliette Mincès a crié sa haine et je n'ai perçu que le soupir de celle qui baisse les bras.

Mais ces 93 pages, il faut quand même les avoir lues. C'est peut-être un moyen de comprendre que personne n'est à l'abri de l'amertume qui conduit au découragement.

Et alors, comment ne pas tirer un coup de chapeau à ceux qui continuent la lutte ? Comment ne pas les soutenir !

Roger PION

JE HAIS CETTE FRANCE-LA  
par Juliette MINCES  
aux éditions du Seuil

Conducteurs de bus lyonnais

## UNE GREVE TOUJOURS SOLIDE MALGRÉ L'INTERVENTION POLICIERE

Mardi, sur 800 bus, 76 ont circulé. Mercredi, 80 sont sortis des dépôts. Cela après l'évacuation par les flics dans la nuit de lundi à mardi des dépôts occupés par les travailleurs des TCL. C'est une preuve, s'il en faut, que la grève est solide. En début de semaine, un vote avait dégagé une large majorité pour la poursuite de la grève ; il est à remarquer que la plupart de ceux qui n'avaient pas voté dans ce sens entendent toutefois respecter la

L'intervention policière a fait suite aux négociations sans résultat qui s'étaient déroulées jusqu'à fort tard dimanche soir. La direction, face à la détermination des grévistes qui refusaient à juste titre les miettes proposées a donc décidé d'employer la force.

### DES PROPOSITIONS RIDICULES

« Elle proposait 1,5 % d'augmentation ce premier décembre et 2,5 % au premier février, résumait mardi soir un responsable CFDT des TCL. On n'a tout de même pas fait grève 10 jours pour obtenir ça ! Ce qu'on veut ? Au minimum, le maintien du pouvoir d'achat et on est encore loin du compte ! La direction a fait dire dans le canard local Le Progrès qu'on n'avait pas besoin de rallonge puisque nos salaires étaient environ de 5 000 F par mois ; c'est absolument faux, même en

ajoutant toutes les primes... Nous gagnons environ 3200 F ».

Pour montrer les propos mensongers de la direction, propos visant à couper les grévistes de la population, ces derniers ont décidé de publier des fiches de paie.

« Sur les autres revendications ? C'est encore pire que pour les salaires, raconte ce militant CFDT. La direction ne veut rien savoir. Sur les 35 heures, elle dit que c'est une revendication qui n'est pas de son ressort ». Il faut signaler que la direction, avant de rejeter presque en bloc les revendications, avait commencé par refuser de discuter tout court, exigeant que les syndicats préalablement signent un accord où ils s'engageaient à assurer un service minimum.

### LES GREVISTES N'OUBLIENT PAS LES USAGERS

Outre les salaires et la

décision de la majorité et refusent de travailler sous la protection des flics.

Judi matin, une manifestation parcourait les rues de Lyon : déjà la veille, un cortège combatif s'était rendu au siège des TCL et à la préfecture. La direction refuse à ce jour toutes négociations et renvoie les grévistes au «niveau supérieur», à la préfecture.

réduction d'horaire, les tramways lyonnais exigent qu'il y ait plus de bus et de conducteurs sur chaque ligne. Il s'agit par là de réduire la charge de travail, d'augmenter les effectifs «mais aussi, explique le même syndicaliste, d'assurer un meilleur service des usagers. Avec le nombre actuel de bus, il n'est pas rare que sur telle ou telle ligne, les gens attendent 15 ou même parfois 20 minutes».

Les grévistes, en exigeant un renforcement du nombre de bus sur certaines lignes précisent bien qu'ils refusent ce qui s'est déjà fait, à savoir le «détournement» de certains véhicules d'une ligne à l'autre pour «boucher des trous» donc remédier temporairement aux problèmes mais sans rien résoudre.

Les conducteurs de bus sont conscients de la gêne que leur mouvement cause aux usagers ; et la direc-

tion compte bien exploiter cette gêne pour mettre en œuvre son projet de dresser les Lyonnais contre les travailleurs des TCL.

C'est pourquoi les grévistes comptent faire un gros effort de popularisation. Outre la publication des feuilles de paie, des communiqués de presse, une intervention à FR3 était envisagée.

Depuis jeudi, un tract expliquant le pourquoi de la lutte est distribué massivement aux travailleurs lyonnais. De plus, les conducteurs chassés de leur dépôt par les flics entendent multiplier les initiatives en direction des usagers (animation, équipe de discussion...)

Les employés des transports en commun lyonnais comptent bien obtenir satisfaction. En tout cas, ils s'en donnent les moyens.

Richard FEUILLET

## CONFLIT IRAN/USA LES ETATS-UNIS S'OPPOSENT A LA CONVOCATION DU CONSEIL DE SECURITE

Les Etats-Unis ont refusé la proposition iranienne de porter le conflit qui oppose Washington et Téhéran, devant le conseil de sécurité. Malgré ce refus le ministre iranien des Affaires étrangères, Bani Sadr devait se rendre jeudi à New York. La décision américaine de bloquer les fonds iraniens déposés dans les banques américaines, y compris dans leurs filiales à l'étranger, ne fait pas l'unanimité en Europe. En effet dans les milieux bancaires français, allemands et suisses on souligne la souveraineté de chaque pays pour une telle décision. Seul le gouvernement allemand a pris officiellement position en faveur de la décision américaine déclarant que la RFA pourrait ne pas augmenter ses importations de pétrole iranien, pour «montrer sa solidarité avec les Etats-Unis». D'autre part des informations provenant du département d'Etat américain font état de rencontres avec des responsables mexicains, afin de donner éventuellement asile au Shah dans une dizaine de jours.

Par ailleurs une cinquantaine d'étudiants iraniens ont commencé mercredi une grève de la faim de 5 jours dans les locaux de l'ambassade de Paris. Ils protestent contre la campagne déclenchée contre leur pays et contre le boycott économique décidé par les USA.

## ● Nouveau tremblement de terre en Iran : plus de 250 morts

Un séisme de forte intensité (6,7 sur l'échelle de Richter) s'est produit mardi à 5 heures du matin (heure locale). Il a frappé plusieurs villages de la province du Khorassan.

En septembre 1978, dans la même région la ville de Tabas avait été détruite par un séisme qui avait entraîné la mort d'une quinzaine de milliers de personnes.

L'agence d'information iranienne Pars, annonce qu'il y aurait au moins 250 morts et près d'une centaine de blessés. Toutefois ce bilan est provisoire.

## ● Explosion dans un hôpital



Parma, une ville italienne. Un pavillon de l'hôpital municipal de la ville a littéralement explosé mardi après-midi ensevelissant sous ses décombres des dizaines de personnes, infirmiers, malades, visiteurs... Le pavillon détruit, service de chirurgie cardiaque était l'un des plus modernes d'Europe. Le bilan provisoire des victimes, mardi soir, serait de 11 morts, mais une vingtaine de disparus n'étaient toujours pas retrouvés. Selon l'enquête, deux explications seraient possibles ; des fuites de plusieurs gaz anesthésiants auraient provoqué un mélange détonnant. La déflagration pourrait être également survenue pendant le transvasement d'oxygène d'un réservoir à un autre.

## En bref...En bref...En bref...En bref...

### ● Kampuchéa : l'agression vietnamienne condamnée à l'ONU

Le vote qui a sanctionné le débat sur le Cambodge à l'ONU s'est prononcé à 91 voix contre 21, et 29 abstentions en faveur du «retrait immédiat de toutes les forces étrangères du Kampuchéa» et pour qu'une aide humanitaire soit fournie au Cambodge. La résolution adoptée par l'assemblée générale de l'ONU, dans la nuit de mercredi à jeudi demande à tous les Etats de «s'abstenir de tout acte ou menace d'agression et de toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures des Etats de l'Asie du Sud-Est».

### ● Euskadi

Refusant de céder aux exigences d'ETA politico-militaire, qui a enlevé il y a trois jours un député du parti gouvernemental UCD, le gouvernement espagnol a effectué ces derniers jours de nombreuses arrestations dans la gauche basque. L'ETA (PM) exige la libération de cinq détenus malades de la prison de Soria, et la création d'une commission d'enquête sur la torture sous la direction du «Conseil général du Pays Basque». L'action de l'ETA (PM) qui a par ailleurs appelé à voter oui au récent référendum sur l'autonomie fait suite à de nombreuses révélations sur des cas de torture de détenus basques.

### CISJORDANIE

Face à la décision du cabinet israélien de maintenir l'expulsion du maire de Naplouse, Bassam al-Chakaa, les maires et conseillers municipaux qui n'avaient pas encore démissionnés ont pris cette décision. Ils sont maintenant au nombre de 29 à s'opposer ainsi à l'arbitraire de l'occupant sioniste. De son côté, le maire de Naplouse, emprisonné à Ramleh, a décidé d'entamer une grève de la faim.

### ARGENTINE

Au cours de ces derniers jours, des opérations effectuées conjointement par la police et l'armée ont abouti à l'arrestation de plusieurs dirigeants paysans dans la région de Santa Fee, à 500 km au nord-ouest de Buenos Aires.

### OTAN

Les ministres de la Défense appartenant au groupe des plans

nucléaires de l'Otan, réunis mardi et mercredi, ont approuvé un plan de modernisation des armes nucléaires tactiques en Europe.

### CONTROLEURS AERIENS

Les contrôleurs aériens d'Athis-Mons ont décidé en assemblée générale de poursuivre leur mouvement jusqu'à lundi. Vendredi, ils bloqueront devant le ministère des transports qui se refuse encore à toute négociation. Des mouvements se poursuivent également dans les centres de Bordeaux, Brest et Aix-en-Provence.

### HAUSSE DU PRIX DES PNEUS

Les pneus de voitures de tourisme vont augmenter en moyenne de 5% d'ici la fin de ce mois. Les chambres à air augmenteront de 9 à 10%. C'est la troisième augmentation depuis le début de l'année ce qui équivaut à plus de 12%.